

Étude des crédits 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG01	non		Voyages hors Qc	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé. Ne pas inclure les informations concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs.
RG02	non		Dépenses en communication	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) Par le cabinet ministériel : a) ☐ les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; b) ☐ le but visé par chaque dépense; c) ☐ le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;. d) ☐ si l'événement s'est tenu virtuellement. Par le ministère ou l'organisme : e) ☐ les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement; f) ☐ le but visé par chaque dépense; g) ☐ le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;. h) ☐ si l'événement s'est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement. j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité. k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. m) le but visé par chaque dépense. n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG03	non		Dépenses en communication	La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) ☐ les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) ☐ le but recherché par chaque dépense; c) ☐ nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. e) ☐ le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) ☐ le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) ☐ la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) ☐ le but visé par chaque dépense; i) ☐ nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
RG04	non		Contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant : a) ☐ les noms du professionnel ou de la firme; b) ☐ les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) ☐ le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) ☐ la date d'octroi du contrat; e) ☐ le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) ☐ l'échéancier; g) ☐ dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG05	non		Dépenses informatiques	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) ☐ le nom du projet; b) ☐ la nature du projet; c) ☐ l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) ☐ le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) ☐ les plus récentes évaluations du coût du projet; f) ☐ les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) ☐ l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) ☐ les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) ☐ le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) ☐ le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour; k) ☐ le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) ☐ indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) ☐ nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.
RG06	non		Dépenses informatiques	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) ☐ les coûts estimés par année; b) ☐ les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) ☐ les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) ☐ la liste des fournisseurs; e) ☐ une copie du plan de déploiement.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG07	non		Dépenses en gestion administrative	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes. e) les distributeurs d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
RG08	non		Dépenses en gestion administrative	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents f) les coûts d'acquisition des appareils. g) le coût d'utilisation des appareils. h) les noms des fournisseurs i) les ordinateurs portables j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG09	non		Effectifs	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus. b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins. c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi. d) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); le coût moyen par employé, selon la classe de travail. e) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi. f) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
				g) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. h) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie. i) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires. j) le nombre d'employés permanents et temporaires. k) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ. l) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
RG10	non		Gestion des infrastructures	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux : a) ☐ l'emplacement de la location; b) ☐ la superficie totale pour chaque local loué; c) ☐ le coût total de ladite location; d) ☐ le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) ☐ la durée du bail; f) ☐ le propriétaire de l'espace loué; g) ☐ en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation; h) ☐ la superficie totale réellement occupée; i) ☐ la superficie inoccupée; j) ☐ le coût de location au mètre carré; k) ☐ le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG12	non		Gestion des infrastructures	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) ☐ Les dates des travaux; b) ☐ Les coûts; c) ☐ Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
RG14	non		Effectifs	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) ☐ Le nom de la personne; b) ☐ Le poste occupé; c) ☐ Le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) ☐ L'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) ☐ La date de l'assignation hors structure; f) ☐ La date de la fin d'assignation, s'il y a lieu; g) ☐ Les prévisions pour 2026-2027.
RG17	non		Effectifs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) ☐ Le nom de la personne; b) ☐ Le poste occupé et le nom de l'organisme; c) ☐ Le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) ☐ L'assignation initiale; e) ☐ L'assignation actuelle; f) ☐ La date de l'assignation hors structure; g) ☐ La date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
RG18	non		Dépenses en abonnements aux médias	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement : a) ☐ Le coût de chacun; b) ☐ Le fournisseur; c) ☐ La nature du service; d) ☐ S'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégories.
RG19	non		Dépenses en billets de saison, loges, club privé, etc.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG20	non		Dépenses site Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) ☐ le nom du site Web; b) ☐ le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) ☐ les coûts de construction du site; d) ☐ les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) ☐ les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) ☐ le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) nombre de visiteurs uniques mensuellement h) ☐ les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i) ☐ la fréquence moyenne de mise à jour; j) ☐ le responsable du contenu sur le site;
RG21	non		Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) ☐ les régions et les villes visitées; b) ☐ les personnes rencontrées; c) ☐ pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) ☐ les raisons du déplacement; e) ☐ l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) ☐ les coûts ventilés; g) ☐ le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
RG22	non		Adjoint parlementaires	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026: a) ☐ le détail des mandats; b) ☐ le coût (déplacements, etc.); c) ☐ le nombre de ressources affectées; d) ☐ le nombre de rencontres; e) ☐ le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) ☐ l'objet; g) ☐ les dates.
RG26	non		Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
RG27	non		Rémunération	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG28	non		Rémunération	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
RG33	non		Cotisation à des associations professionnelles	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant: a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
RG34	non		Compensation des émissions de GES	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
RG35	non		Employés - personnes handicapées	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure: g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027;
RG36	non		Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure: m) Plan d'action de développement durable.
RG37	non		Télétravail et travail à distance	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
RG38	non		Soutien aux employés en matière de santé mentale	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 : a) Les sommes dépensées; b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
RG40	non		Concours et tirages	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG41	non		Dépenses en communication	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
RG42	non		Planification stratégique	Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type «lac-à-l'épaule» tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
RG43	non		Rémunération	Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.
RG44	non		Dépenses pour les consultation autochtone	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
RG47	non		Amendes et créances	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
RG50	non		Recrutement à l'étranger	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : a) le nombre d'employé-es recruté-es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres) ; b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés ; c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement) ; d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger ; e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire ; f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger ; g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international ; h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'oeuvre locale.

Table des matières - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG51	non		Comités formés par le Conseil exécutif	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
RGNR41	non		Opération main-d'œuvre	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures pour certains secteurs prioritaires.
RGNR60	non		Simplification démarches administratives	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.
RGNR63	non		Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029
RGNR79	non		Plan d'action gouvernementalen matière d'action communautaire (PAGAC)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernementalen matière d'action communautaire.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RGNR09	oui	La réponse à la question RG04.	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.
RGNR14	oui	La réponse à la question RG04.	Contrats entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2025-2026; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction dépenses auprès des entreprises américaines en 2025-2026.
RGNR29	oui	Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	Intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RGNR118	oui	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 16 et 17).	Voyages et frais de déplacement associés	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 : a) Les raisons du déplacement; b) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) Les coûts ventilés.
RGNR119	oui	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).	Dépenses en communication	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) La ventilation des sommes dépensées pour 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027; b) Les noms des firmes de publicité retenues; c) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) Le but visé par chaque dépense; e) Dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie. g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion. h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RGNR120	oui	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).	Contrats	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) ☐ la liste des soumissions et le montant de chacune; b) ☐ la grille d'évaluation des soumissions; c) ☐ la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) ☐ le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) ☐ le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
RGNR121	oui	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026: a) ☐ Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) ☐ le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) ☐ le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) ☐ le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) ☐ une description de son mandat; f) ☐ la date de début de son contrat; g) ☐ la date prévue de fin de son contrat; h) ☐ sa rémunération annuelle.
RGNR122	oui	Ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès.	Effectifs	Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées. b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RGNR127	oui	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels.	Budget discrétionnaire des ministres	Liste des sommes d'argent versées en 2025-2026, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) ☐ le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) ☐ la circonscription électorale; c) ☐ le montant attribué; d) ☐ le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
RGNR128	oui	Le rapport annuel de gestion 2025-2026.	Services tarifés	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2026-2027.
RGNR129	oui	Conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel.	Rémunération	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2025-2026 : le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RGNR130	oui	Plan des investissements et des dépenses en ressources informationnelles disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor dans la rubrique "Budget de dépenses".	Dépenses informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) ☐ la dépense totale (opération et capital); b) ☐ les grands dossiers en cours; c) ☐ le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) ☐ préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) ☐ le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
RGNR132	oui	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) ☐ Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2025-2026; b) ☐ Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2025-2026 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) ☐ Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
RGNR133	oui	La Commission a conclu ses travaux avec le dépôt de son rapport final le 3 mai 2021, lequel est disponible en ligne à l'adresse suivante: https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf .	Rapport Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse (CSDEPJ)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RGNR134	oui	Le rapport annuel de gestion 2025-2026.	Plan d'action ministériel ou interministériel	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
RGNR135	oui	La politique-cadre en matière de télétravail, mise à jour en janvier 2026, qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf	Télétravail et travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2025-2026, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié. e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
RGNR137	oui	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).	Formation	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2025-2026. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RGNR138	oui	Renseignements confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.	Sécurité de l'information	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.
RGNR143	oui	Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).	Contrats	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
RGNR144	oui	Le rapport annuel de gestion 2025-2026.	Services tarifés	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
RGNR145	oui	La Société québécoise d'information juridique.	Dommages exemplaires ou punitifs	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
RGNR149	oui	Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).	Contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2025- 2026 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) ☐ le nombre d'autorisations; b) ☐ le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) ☐ le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) ☐ le montant accordé; e) ☐ les motifs de la demande.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RGNR151	oui	Le rapport annuel de gestion 2025-2026.	Accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2025-2026 : a) ☐ le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) ☐ le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) ☐ le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) ☐ le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
RGNR162	oui	Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).	Contrats	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans
RG11	oui	La Société québécoise des infrastructures.	Gestion des infrastructures	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG13	oui	Secrétariat du Conseil du trésor.	Personnel et membres du Conseil des ministres	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employée a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
RG15	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Effectifs	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) ☐ le poste initial; b) ☐ le salaire; c) ☐ le poste actuel, s'il y a lieu; d) ☐ la date de la mise en disponibilité; e) ☐ les prévisions pour 2026-2027.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG16	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Effectifs	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge ; c) prévisions pour 2026-2027.
RG23	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Entités administratives	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
RG24	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.
RG25	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Réduction des dépenses	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.
RG29	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Rémunération	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
RG30	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Programmes existants reconduits	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
RG31	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Programmes existants reconduits	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements généraux

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements généraux (RG) 2026-2027
RG32	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)
RG39	oui	Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels	CT réunions	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
RG45	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Dépenses PAE	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.
RG46	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Dotation	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.
RG48	oui	Société québécoise des infrastructures	Gestion des infrastructures	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
RG49	oui	Secrétariat du Conseil du trésor	Coûts de système	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre :

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2025-2026 :

a) les endroits et dates de départ et de retour;

b) la copie des programmes et rapports de mission;

c) les personnes rencontrées;

d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);

e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;

f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;

g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;

- les détails de ces ententes;

- résultats obtenus à ce jour;

h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Exposé et statistiques :

Les informations sont fournies aux annexes 1 et 2.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Québec.ca en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18)

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/acces-information#c156800>

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux

Secteur de l'Emploi

SOF

17 mars 2026

Missions intergouvernementales canadiennes – 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2025-05-27 2025-05-30	Rencontre fédérale, provinciale et territoriale du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA)	Regina Saskatchewan	Nathalie Vallières Direction générale de la qualification professionnelle et des opérations de développement de la main-d'œuvre Jean-François Biron Direction des relations intergouvernementale et des mandats spéciaux	4 795,69 \$
2025-06-04 2025-06-05	Participation à la rencontre des hauts fonctionnaires au Forum des ministres du marché du travail	Toronto Ontario	Francis Gauthier Sous-ministre associé à l'emploi et secrétaire général de la CPMT Patrick Gauthier Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux	3 303,72 \$

Missions intergouvernementales canadiennes – 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2025-09-15 2025-09-19	Assemblée générale annuelle du Comité des normes et examens interprovinciaux (CNEI) dans le cadre du Programme du Sceau rouge	Saskatoon Saskatchewan	Ventsislav Tsvetkov Direction de la qualification professionnelle	2 424,48 \$
2025-11-03 2025-11-06	Rencontre fédérale, provinciale et territoriale du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA)	Ottawa Ontario	Nathalie Vallières Direction générale de la qualification professionnelle et des opérations de développement de la main-d'œuvre Jennifer Fortin Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux	2 851,83 \$

Missions internationales – 1^{er} avril 2025 au 6 février 2026

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
----------------------------------	---------------------------	---------------	---------------------	------------------------------

Pas de déplacement

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-02

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- i) les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Exposé et statistiques :

ANNONCES PUBLIQUES

- Toutes les annonces publiques ont été organisées pour faire connaître les programmes, mesures et services offerts aux individus et aux entreprises par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- La grande majorité des annonces sont réalisées à l'interne.

Pour le détail des dépenses, vous référer à l'annexe 1.

AUTRES ÉVÉNEMENTS

Cérémonie de remise des Prix Hommage Bénévolat-Québec (28^e édition)

1^{er} mai 2025 – Assemblée nationale (118 personnes présentes)

Instaurés en 1998, les Prix Hommage bénévolat-Québec récompensent les efforts de citoyennes et de citoyens engagés dans leur communauté ainsi que l'action d'organismes qui font la promotion de l'engagement bénévole.

Pour le détail des dépenses, vous référer à l'annexe 2.

Cérémonie de dévoilement des résultats et de reconnaissance - Campagne d'Entraide 2024
8 mai 2025 –Assemblée nationale (150 personnes présentes)

Cette cérémonie a deux objectifs :

- Dévoiler le montant amassé lors de la campagne nationale d’Entraide 2024.
- Souligner le dévouement des artisanes et des artisans des campagnes 2024.

Pour le détail des dépenses, vous référer à l’annexe RG04-Annexe02.

SOURCE :	Direction générale des communications
COLLABORATIONS :	Tous les BSMA, BSM et CPMT
VALIDATION :	Direction des opérations financières et comptables
DATE :	23 février 2026

Annonces publiques 2025-2026

1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Annonces volet Emploi			
Date	Événement	Fournisseur	Coût
18 juin 2025	Conférence de presse visant à dévoiler la nouvelle Stratégie ministérielle d'insertion socioprofessionnelle des Premières Nations et des Inuit	Location de salle : Restaurant Sagamité	300,00 \$
21 août 2025	Conférence de presse visant à annoncer un soutien financier de 1,5 M\$ pour favoriser la formation de travailleurs en maintenance d'éoliennes	Service audiovisuel : Duoson multimédia inc.	3 804,14 \$
28 août 2025	Conférence de presse visant à annoncer un soutien financier de 1 M\$ pour renforcer la productivité de Nova Bus par la formation	Service audiovisuel : Duoson multimédia inc.	2 399,28 \$
Sous-total volet Emploi			6 503,42 \$
Annonces volet Solidarité sociale et Action communautaire			
Date	Événement	Fournisseur	Coût
9 juin 2025	Conférence de presse visant à annoncer un soutien financier de plus de 3,5 M\$ pour bonifier les services d'intervention sociale dans le secteur du Pôle Place des Arts du Quartier des spectacles	Logistique : Partenariat du Quartier des Spectacles	796,28 \$
9 juin 2025	Conférence de presse visant à annoncer un soutien financier de plus de 3,5 M\$ pour bonifier les services d'intervention sociale dans le secteur du Pôle Place des Arts du Quartier des spectacles	Location d'équipement audiovisuel : Partenariat du Quartier des Spectacles	844,00 \$
16 octobre 2025	Conférence de presse pour l'annonce d'une aide financière de près de 400 000 \$ aux accorderies de Longueuil et de Rosemont	Location de salle : École des arts de la scène nos voix, nos visages	500,00 \$
16 octobre 2025	Conférence de presse pour l'annonce d'une aide financière de près de 400 000 \$ aux accorderies de Longueuil et de Rosemont	Service audiovisuel : Duoson multimédia inc.	1 390,90 \$
24 octobre 2025	Conférence de presse pour le lancement de la campagne gouvernementale de sensibilisation sur les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale	Service audiovisuel : Duoson multimédia inc.	1 562,00 \$
16 décembre 2025	Conférence de presse visant à annoncer un soutien financier de 814 000 \$ aux bibliothèques publiques du Québec pour intervenir auprès de personnes vulnérables	Service audiovisuel : Duoson multimédia inc.	1 554,76 \$
Sous-total volet Solidarité sociale et Action communautaire			6 647,94 \$
DÉPENSES TOTALES PAYÉES AU 31 JANVIER 2026			13 151,36 \$

Cérémonie de remise des Prix Hommage Bénévolat-Québec (28^e édition)

1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Description	Fournisseur	Mode d'octroi du contrat	Coût
Cartons de table	Graphica impression inc	Gré à gré	57,80 \$
Photographe	Louise Leblanc	Gré à gré	750,00 \$
Mur sublimé (toile de fond pour prise de photos)	Groupe ETR	Gré à gré	891,00 \$
Maître de cérémonie	Jean-Marie Lapointe	Gré à gré	3 750,00 \$
Musicien	Olivier Narbonne	Gré à gré	900,00 \$
Location d'équipement	Solotech	Gré à gré	300,00 \$
Location de salle, repas	Assemblée nationale du Québec	Gré à gré	14 169,49 \$
Trophées (40)	Boutique des métiers d'art du Québec	Gré à gré	13 560,00 \$
Certificats	Groupe ETR	Gré à gré	128,79 \$
Hébergement	Palace Royal	Gré à gré	13 682,24 \$
Pause-café, location de salle (hôtel) et sonorisation	Palace Royal	Gré à gré	1 352,00 \$
Allocations de transport aux invités	Multiple	Gré à gré	13 386,27 \$
Transport collectif	Autobus Laval	Gré à gré	575,00 \$
Transport des lauréats (avion, train, autobus)	Multiple	Gré à gré	7 993,54 \$
Déplacement des membres du comité de sélection et invités d'honneur	Multiple	Gré à gré	2 177,66 \$
Cahier souvenir	Impression Numérix inc.		1 585,00 \$
DÉPENSES TOTALES PAYÉES AU 31 JANVIER 2026			75 258,79 \$

Cérémonie de dévoilement des résultats et de reconnaissance - Campagne d'Entraide 2024

1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Description	Fournisseur	Mode d'octroi du contrat	Coût
Frais de logistique, audiovisuel et SOCAN	Assemblée nationale du Québec	Gré à gré	2 895,02 \$
Impression panneau de dévoilement	Groupe ETR	Gré à gré	65,00 \$
Photographe	Louise Leblanc	Gré à gré	250,00 \$
Cabine photo (Photobooth)	Stéphane Bourgeois	Gré à gré	950,00 \$
Impression de la signalisation	Bédard & Prévost les encadreurs inc.	Gré à gré	78,00 \$
Nourriture, boissons et frais de service	Assemblée nationale du Québec	Gré à gré	6 900,00 \$
Plaques pour trophées	Publicité Méritas inc	Gré à gré	107,50 \$
Impression des mentions spéciales	Groupe Odaz	Gré à gré	65,00 \$
Impression des certificats Coup de cœur	Groupe Odaz	Gré à gré	79,00 \$
Encadrement des mentions spéciales	Bédard & Prévost les encadreurs inc.	Gré à gré	453,25 \$
DÉPENSES TOTALES PAYÉES AU 31 JANVIER 2026			11 842,77 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-03

Titre :

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) le nombre total et la liste des formations ventilées par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et la liste des formations ventilées par catégories.

Exposé et statistiques

Du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 : aucune dépense de formation en communication.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Direction générale des communications

Tous les BSMA du Ministère, DGBSMSG et SCPMT

DGRFC

3 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.

Exposé et statistiques :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/acces-information/contrats-engagements-financiers>

Les informations sur les contrats entre 5 000 \$ et 24 999 \$ figurent en annexe.

SOURCE : DGRFC-DGCA
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 30 mars 2026

Informations complémentaires à la fiche RG-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-04_ANNEXE 1

1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
1	1011551-1	Alia Conseil inc.	2025-10-20	10 190,25 \$	Contrat conclu de gré à gré	Analyse du marché du travail des secteurs prioritaires, notamment pour les services de gardes éducatifs à l'enfance
2	700403181	Alpha sécurité et investigations	2025-08-11	21 114,75 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services de sécurité sur demande pour le bureau de Service Canada et la Direction générale de Lanaudière en raison de la relocalisation temporaire du bureau de services Québec de Joliette
3	700399358	Apy Mtl inc.	2025-04-08	5 795,75 \$	Contrat conclu de gré à gré	Équipement de sonorisation audiovisuel pour captation vidéo
4	700400167	Apy Mtl inc.	2025-04-24	10 262,03 \$	Contrat conclu de gré à gré	Appareil pour les audiences de la Commission d'enquête sur la gestion de la modernisation des systèmes informatiques
5	700407961	Apy Mtl inc.	2025-12-18	14 999,98 \$	Contrat conclu de gré à gré	Acquisition de deux consoles vidéo pour des captations
6	700398618	Aviscar inc. (Avis)	2025-11-06	23 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Location camion cube 12 pieds
7	700399357	Boismenu-Lavoie, Annie	2025-06-17	7 939,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Révision du manuscrit intitulé « Vivre sous l'ombre d'un phare »
8	700399488	Cellebrite Inc.	2025-04-11	5 290,76 \$	Contrat conclu de gré à gré	Logiciel d'analyse des preuves téléphoniques
9	700405328	Charpentier Développement organisationnel inc.	2026-01-01	18 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Acquisition de licences de l'application Pacific de GameLearn
10	700401491	CNW Group Ltd.	2025-08-28	14 083,74 \$	Contrat conclu de gré à gré	Abonnement à de la base de données
11	700400736	Conference Board of Canada, The	2025-04-01	7 675,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Abonnement à la base de données « Provincial Outlook Database Service »
12	700397821	Conference Board of Canada, The	2025-04-01	20 995,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Abonnement aux publications « Complete Access Economics »
13	700407307	Coop Zone	2025-11-28	10 171,86 \$	Contrat conclu de gré à gré	Acquisition d'une station montage vidéo
14	700403190	Cprime Consulting Canada ULC	2025-08-15	7 122,85 \$	Contrat conclu de gré à gré	Plateforme de billetterie JIRA
15	700399216	Deschamps impression inc.	2025-04-28	11 419,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Impression du « Guide pratique d'identification des minéraux » et du « Guide pratique d'identification des roches »

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.
N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »
Source : Direction de la gestion contractuelle
SAGIR

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
16	700398388	Duoson Multimédia inc.	2025-10-29	20 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services audiovisuels lors du Forum des partenaires octobre 2025
17	700406298	EBSCO Canada ltée	2025-12-01	20 003,87 \$	Contrat conclu de gré à gré	Abonnement à la base de données CAB Abstracts
18	700407394	EBSCO Canada ltée	2025-12-04	6 537,94 \$	Contrat conclu de gré à gré	Abonnement à la base de données Public Affairs Index
19	700407452	Entreprises Svoboda M V inc., Les	2026-01-15	6 860,90 \$	Contrat conclu de gré à gré	Accès aux périodiques électroniques spécialisés - projets investissements au Québec
20	700403996	Enveloppe Concept inc.	2025-09-10	5 895,90 \$	Contrat conclu de gré à gré	Service d'impression de 90 000 enveloppes à deux fenêtres ENV-0076 (11-2001)
21	700405267	Equifax Canada Co.	2025-07-31	7 650,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Service de surveillance du crédit contre la fraude
22	700405269	Equifax Canada Co.	2025-08-31	13 600,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Service de surveillance du crédit contre la fraude
23	700405265	Equifax Canada Co.	2026-01-22	23 914,80 \$	Contrat conclu de gré à gré	Service de surveillance du crédit contre la fraude
24	700403142	Équipements de l'Est inc., Les	2025-09-15	7 512,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Acquisition de tables de formation
25	700399690	Événements Encore Global [Canada]	2025-05-12	9 290,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services d'équipements et main-d'oeuvre pour un événement organisé par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
26	700400132	Fédération des Chambres de Commerce de la Province de Québec, La (FCCQ)	2025-04-01	20 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Proposition de candidatures de représentants régionaux pour les conseils régionaux des partenaires du marché du travail
27	700398353	FrancoTyp-Postalia Canada inc.	2025-09-01	23 188,20 \$	Contrat conclu de gré à gré	Service de location d'un système d'affranchissement
28	700402142	Gestion Licorne inc.	2025-07-16	6 160,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Impression de 80 000 liasses autocopiantes de type 0057 (02-2023) pour communications officielles
29	700403568	Gestion Licorne inc.	2025-08-27	7 875,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services d'impression de 300 000 feuilles libres à plat SR-2204-F
30	700401493	Gestion Licorne inc.	2025-08-19	14 572,50 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation	Service d'impression de formulaires de déclaration de naissance en français

(1) Le fournisseur invité est non-soumissionnaire ou non conforme lorsque le montant est à 0.
N. B. L'utilisation faite par le Ministère des ententes permanentes gouvernementales élaborées par le CSPQ est présentée dans la fiche « Contrats liés à des ententes permanentes gouvernementales »

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
31	700405954	GFL Environmental inc.	2025-11-10	24 800,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services de disposition et de recyclage des rebuts de matériaux secs
32	700400571	Graphica impression inc.	2025-06-02	10 980,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services d'impression de 10 000 affichettes et de 1 000 affiches « Exactitude des prix »
33	700400801	Groupe de sécurité Garda s.e.n.c.	2025-05-29	24 637,20 \$	Contrat conclu de gré à gré	Service d'agents de sécurité pour des bureaux de Services Québec Sherbrooke, Granby, Cowansville
34	700406177	Groupe de sécurité Garda s.e.n.c.	2025-11-03	24 637,72 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services d'agents de sécurité pour les bureaux de Services Québec de l'Estrie
35	700399825	Groupe ETR	2025-05-15	9 140,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services d'impression de 1 000 copies de l'affiche « Avis aux consommateurs »
36	700408391	Hôtel Château Laurier Québec	2025-12-11	18 390,35 \$	Contrat conclu de gré à gré	Organisation de l'événement « Prix Hommage bénévolat-Québec »
37	700401827	Hôtel Palace Royal inc.	2025-04-30	15 034,24 \$	Contrat conclu de gré à gré	Organisation de l'événement « Prix Hommage bénévolat-Québec » 2025
38	700402767	Impression Numérix inc.	2025-09-28	12 285,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services d'impression de 2 000 copies du Livres « La faune du Québec: Le gibier et la chasse »
39	700406840	Impression Numérix inc.	2025-11-21	14 030,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Impression de dépliants intitulés « Nouveaux montants des prestations en vigueur le 1 ^{er} janvier 2026 »
40	700407990	Internoveco	2026-01-21	11 980,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Formation à distance sur « l'analyse du comportement et la collecte de renseignements en enquête »
41	700399217	Marquis Imprimeur inc.	2025-06-03	10 920,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation	Services d'impression et de reliure du guide « La sécurité des enfants en service de garde, 6 ^e édition - 2025 »
42	700399606	Marquis Imprimeur inc.	2025-06-13	13 714,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation	Services d'impression et de reliure du guide terrain « Principales maladies des arbres au Québec, 4 ^e édition »
43	700407496	Multi-Caisses inc.	2025-12-02	5 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Coffres de transport pour équipement audiovisuel
44	700408889	Penske Truck Leasing Canada inc.	2026-01-26	23 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Location de camions cube de 26 pieds afin de transporter du matériel d'exposition
45	700407113	Pige Communication inc.	2025-12-05	7 640,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services de conception graphique et de mise en page de deux tirés « Les animaux à fourrure et le piégeage » et « Les espèces pêchées et la pêche »
46	700406962	Productique Québec inc.	2026-01-06	14 128,90 \$	Contrat conclu de gré à gré	Formation sur l'intégration de solutions technologiques

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Contrats octroyés						
#	N° contrat	Fournisseur	Date contrat	Montant contrat	Mode d'octroi	Description du besoin
47	700406070	Proquest LLC	2025-12-01	14 707,70 \$	Contrat conclu de gré à gré	Abonnement à la base de données ProQuest
48	700404068	Séureforce Transport de Valeurs inc.	2025-10-01	10 448,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Service de transport sécurisé de valeurs monétaires
49	700399534	Services Triad inc.	2025-04-17	20 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Accompagnement pour la description du besoin en services d'impartition de contacts en vue d'un appel d'offres
50	700408865	Société Trader Corporation	2026-01-20	5 900,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Abonnement WEB pour 26 licences Auto-Hebdo
51	700401737	Solution Infomedia - Télécom	2025-05-01	20 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services de mise en place d'un réseau de câbles permettant d'alimenter les bornes WIFI
52	700401648	Supremex inc.	2025-07-31	8 316,04 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services d'impression d'enveloppes
53	700399132	Supremex inc.	2025-04-11	12 947,40 \$	Contrat conclu de gré à gré	Impression d'enveloppes d'expédition à fenêtre et pochette intérieure ENV-0033
54	700399600	Supremex inc.	2025-06-23	13 395,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation	Impression d'enveloppes ENV-1001
55	700397982	Trian Sécurité	2025-06-01	10 609,90 \$	Contrat conclu de gré à gré	Services d'agents de sécurité
56	700405944	Trudel Alliance société en commandite	2025-12-05	5 296,82 \$	Contrat conclu de gré à gré	Travaux relatifs au réaménagement du bureau de Service Québec de Saint-Georges
57	700403649	Uline Canada Corporation	2025-07-24	14 259,10 \$	Contrat conclu de gré à gré	Acquisition de chariots informatiques-PPI-RBQ
Total				757 818,45 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-05

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.

Exposé et statistiques :

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Pour la sous-question m) :

Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.

SOURCE : DBP
COLLABORATION : DGRFC-SCRFI
VALIDATION : DGRFC-SCRFI
DATE : 27 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-06

Titre : Concernant l’hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a. les coûts estimés par année;
- b. les coûts totaux réels pour l’hébergement de données;
- c. les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d. la liste des fournisseurs;
- e. une copie du plan de déploiement.

Exposé et statistiques :

b) et c) Pour le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), la facturation globale des solutions infonuagiques en 2025-2026 est de 1 603 788 \$ au 31 janvier 2026. Aucune dépense n’a été occasionnée relativement à des coûts pour dépassement de capacité, par solution infonuagique, pour l’année 2025-2026.

À noter : Les solutions qui sont développées et hébergées sur la plateforme de développement ministérielle du MESS sont soutenues par un contrat entre le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) et Microsoft Canada. Les coûts d'hébergement de ces solutions seront donc présentés dans les fiches d’étude des crédits du MCN.

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

a) et e) : S. o.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Direction générale principale des ressources informationnelles et de la transformation numérique

DGRFC, SCRFI

S. o.

30 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07

Titre :

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026 (ventiler par mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvre d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques :

Les dépenses pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, sont les suivantes :

Photocopie :	597 \$
Mobilier de bureau et ameublement :	0 \$
Décoration et embellissement :	0 \$
Distributeur d'eau de source :	0 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	203 922 \$
Frais d'alcool et de fêtes :	0 \$
Perfectionnement :	5 568 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : DGRFC-DOFC
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : S. o.
DATE : 23 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-08

Titre :

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a. le coût des contrats téléphoniques;
- b. le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c. le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- d. les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e. le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
- f. les coûts d'acquisition des appareils;
- g. le coût d'utilisation des appareils;
- h. les noms des fournisseurs;
- i. les ordinateurs portables;
- j. les iPad ou autre type de tablette électronique

Exposé et statistiques :

- Coût des frais d'itinérance : 1771,85 \$.
- Coût lié aux dépassements des forfaits de données : 0,00 \$.
- Coût de résiliation : 1 582,00 \$.

Pour les sous-questions a), f), g) et h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du [Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels](#) (art. 4, paragraphe 25).

[Dépenses du Ministère pour 2025-2026 | Gouvernement du Québec](#)

SOURCE : SSG-DGRDIA
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : S. o.
DATE : 24 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 :
a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus. b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins. c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; d) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. e) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; f) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); g) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; h) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; i) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; j) le nombre d'employés permanents et temporaires; k) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; l) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

Exposé et statistiques : a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes. c) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes. d) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
--

e) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

f) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

g) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

i) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

j) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

k) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

l) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRH
COLLABORATIONS : DGRFC-DEBF-SEB
VALIDATION : S. o.
DATE : 25 mars 2026

Les données de l’effectif sont extraites du SAGIP à la paie 22 pour 2025-2026 et 2024-2025 et à la paie 24 pour 2023-2024. Les données concernant les congés de maladie et les journées de vacances proviennent de SAGIR.

La catégorie « personnel d’encadrement » inclut la haute direction ainsi que les cadres et la catégorie d’emplois « fonctionnaire » inclut les techniciens, les employés de soutien et les ouvriers.

Évolution de l’effectif régulier par sexe et catégorie d’emplois

Catégorie d'emplois	Hommes						Femmes					
	2023-2024		2024-2025		2025-2026		2023-2024		2024-2025		2025-2026	
	(au 21 février 2024)		(au 22 janvier 2025)		(au 21 janvier 2026)		(au 21 février 2024)		(au 22 janvier 2025)		(au 21 janvier 2026)	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Personnel d'encadrement	109	1,6	115	1,7	102	1,6	223	3,3	224	3,4	223	3,4
Professionnels	640	9,5	635	9,5	613	9,3	1 299	19,3	1 304	19,6	1 260	19,2
Fonctionnaires	901	13,4	884	13,3	891	13,5	3 554	52,8	3 488	52,5	3 490	53,0
TOTAL	1 650	24,5	1 634	24,6	1 606	24,4	5 076	75,5	5 016	75,4	4 973	75,6

Données évolutives de la répartition de l’effectif régulier moins de 35 ans par catégorie d’emplois

Catégorie d'emplois	2023-2024 (au 21 février 2024)		2024-2025 (au 22 janvier 2025)		2025-2026 (au 21 janvier 2026)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Personnel d'encadrement	1	0,0	1	0,0	0	0,0
Professionnels	184	2,7	185	2,8	152	2,3
Fonctionnaires	600	8,9	519	7,8	462	7,0
TOTAL	785	11,7	705	10,6	614	9,3
Baisse de 10,2 % (-80) entre 23-24 et 24-25			Baisse de 12,9 % (-91) entre 24-25 et 25-26			

Portrait de l’effectif régulier et occasionnel au Ministère

Catégorie d’emplois		2023-2024 (au 21 février 2024)			2024-2025 (au 22 janvier 2025)			2025-2026 (au 21 janvier 2026)		
		Rég.	Occ.	Total	Rég.	Occ.	Total	Rég.	Occ.	Total
Personnel d’encadrement	Haute direction	7	0	7	9	0	9	8	0	8
	Cadres	325	0	325	330	0	330	317	0	317
Total Personnel d’encadrement		332	0	332	339	0	339	325	0	325
Professionnels		1 939	67	2 006	1 939	58	1 997	1 873	20	1 893
Total Professionnels		1 939	67	2 006	1 939	58	1 997	1 873	20	1 893
Fonctionnaires	Techniciens	3 125	326	3 451	3 106	279	3 385	3 107	109	3 216
	Soutien et ouvrier	1 330	204	1 534	1 266	163	1 429	1 274	71	1 345
Total Fonctionnaires		4 455	530	4 985	4 372	442	4 814	4 381	180	4 561
TOTAL		6 726	597	7 323	6 650	500	7 150	6 579	200	6 779
% par rapport au total du Ministère		91,8	8,2	100,0	93,0	7,0	100,0	97,0	3,0	100,0
Baisse de 2,4 % (-173 rég. et occ.) entre 23-24 et 24-25						Baisse de 5,2 % (-371 rég. et occ.) entre 24-25 et 25-26				

La majorité du personnel régulier et occasionnel fait partie de la catégorie des techniciens, soit :

- Au 21 février 2024 : 47,1 % (3 451 / 7 323).
- Au 22 janvier 2025 : 47,3 % (3 385 / 7 150).
- Au 21 janvier 2026 : 47,4 % (3 216 / 6 779).

Portrait de l’effectif régulier et occasionnel des agents d’aide socio-économique (corps 214)

Catégorie d’emplois	2023-2024 (au 21 février 2024)	2024-2025 (au 22 janvier 2025)	2025-2026 (au 21 janvier 2026)
Agents d’aide socio-économique	2 589	2 511	2 428
Baisse de 3,0 % (-78) entre 23-24 et 24-25		Baisse de 3,3 % (-83) entre 24-25 et 25-26	

Évolution de la représentativité de membres de groupes cibles au sein de l’effectif régulier

Catégorie d'emplois	Personnes handicapées						Anglophones					
	2023-2024		2024-2025		2025-2026		2023-2024		2024-2025		2025-2026	
	(au 21 février 2024)	(au 22 janvier 2025)	(au 21 janvier 2026)	(au 21 février 2024)	(au 22 janvier 2025)	(au 21 janvier 2026)	(au 21 février 2024)	(au 22 janvier 2025)	(au 21 janvier 2026)	(au 21 février 2024)	(au 22 janvier 2025)	(au 21 janvier 2026)
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Personnel d'encadrement	4	0,1	2	0,0	2	0,0	2	0,0	6	0,1	6	0,1
Professionnels	44	0,7	35	0,5	31	0,5	28	0,4	22	0,3	19	0,3
Fonctionnaires	98	1,5	120	1,8	121	1,8	46	0,7	67	1,0	63	1,0
TOTAL	146	2,2	157	2,4	154	2,3	76	1,1	95	1,4	88	1,3

Catégorie d'emplois	Autochtones						Minorités visibles et ethniques					
	2023-2024 (au 21 février 2024)		2024-2025 (au 22 janvier 2025)		2025-2026 (au 21 janvier 2026)		2023-2024 (au 21 février 2024)		2024-2025 (au 22 janvier 2025)		2025-2026 (au 21 janvier 2026)	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Personnel d'encadrement	4	0,1	2	0,0	2	0,0	38	0,6	31	0,5	30	0,5
Professionnels	11	0,2	6	0,1	7	0,1	416	6,2	401	6,0	396	6,0
Fonctionnaires	19	0,3	29	0,4	32	0,5	1 121	16,7	1 169	17,6	1 233	18,7
TOTAL	34	0,5	37	0,6	41	0,6	1 575	23,4	1 601	24,1	1 659	25,2

Mise en garde : Il n’est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l’ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d’un groupe cible.

c) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi (données au 21 janvier 2026)¹**

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d’encadrement	129	120	57	19
Professionnels	614	1 268	10	1
Fonctionnaires	2 630	1 931	0	0
Total	3 373	3 319	67	20

¹ Au 21 janvier 2026 (paie 22), le total des employés réguliers (6 579) et occasionnels (200) au Ministère est de 6 779.

Il est à noter que depuis le 1^{er} avril 2019 pour les professionnels, ces réserves se sont transformées en banques, lesquelles sont gelées et ont cessées de croître. Ces banques étaient à zéro au plus tard le 1^{er} juin 2024 pour les professionnels.

On dénombre 11 professionnels ayant une réserve de congé de maladie supérieure à 50 jours, cela s’explique ainsi :

- Les conseillers en gestion des ressources humaines qui ont déjà été des professionnels ont conservé leurs réserves lors du changement de classement et sont passés au régime d’assurances invalidité des cadres qui ne prévoit pas le remboursement de la réserve.
- Les professionnels ayant déjà été cadres par le passé ont conservé le régime d’assurances des cadres qui ne prévoit pas le remboursement de la réserve.

Ces derniers n’accumulent plus de maladie et la réserve ne fait pas l’objet d’un paiement à une date fixe.

d) **Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel régulier et occasionnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail**

Catégorie d’emplois	2025-2026 (heures supplémentaires) (données au 21 janvier 2026)					
	Total d’heures effectuées	Coût total des heures payées et compensées (\$)	Nombre d’heures payées	Coût des heures supplémentaires payées (\$)	Nombre d’heures compensées	Coût estimé des heures compensées (\$)
Professionnels	12 822,35	751 278,51	9 444,50	542 502,89	3 377,85	208 775,62
Fonctionnaires	96 423,14	5 103 674,63	87 277,54	4 627 926,13	9 145,60	475 748,50
TOTAL	109 245,48	5 854 953,14	96 722,03	5 170 429,02	12 523,45	684 524,12

Catégorie d’emplois	2024-2025 (heures supplémentaires) (données au 22 janvier 2025)					
	Total d’heures effectuées	Coût total des heures payées et compensées (\$)	Nombre d’heures payées	Coût des heures supplémentaires payées (\$)	Nombre d’heures compensées	Coût estimé des heures compensées (\$)
Professionnels	36 101,99	2 182 684,77	24 579,52	1 529 602,25	11 522,47	653 082,52
Fonctionnaires	118 748,15	5 547 960,42	105 462,53	4 939 233,93	13 285,62	608 726,49
TOTAL	154 850,14	7 730 645,19	130 042,05	6 468 836,18	24 808,09	1 261 809,01

Catégorie d’emplois	2023-2024 (heures supplémentaires) (données au 21 février 2024)					
	Total d’heures effectuées	Coût total des heures payées et compensées (\$)	Nombre d’heures payées	Coût des heures supplémentaires payées (\$)	Nombre d’heures compensées	Coût estimé des heures compensées (\$)
Professionnels	47 044,41	2 449 240,46	33 967,73	1 781 357,35	13 076,68	667 883,11
Fonctionnaires	123 672,32	5 636 680,49	110 558,59	5 047 581,40	13 113,73	589 099,09
TOTAL	170 716,73	8 085 920,95	144 526,32	6 828 938,75	26 190,41	1 256 982,20

Source : Données produites par la Direction générale des ressources financières et contractuelles afin de les rendre conformes aux nouvelles modalités d’établissement du niveau d’effectif de la fonction publique sur les heures rémunérées en utilisant les codes de gains applicables.

Variation des heures supplémentaires :

- Entre 2024-2025 et 2025-2026 : Diminution des heures supplémentaires de 29,5 %.
- Entre 2023-2024 et 2024-2025 : Diminution des heures supplémentaires de 9,3 %.

Cette diminution s’explique globalement par la directive gouvernementale de limiter le temps supplémentaire à ce qui est jugé essentiel en lien avec la mission du Ministère.

À noter que le coût moyen par employé, par catégorie d’emplois, n’est pas disponible.

e) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi (données au 21 janvier 2026) ¹

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d’encadrement	121	175	28	1
Professionnels	1 066	797	28	2
Fonctionnaires	2 766	1 777	18	0
TOTAL	3 953	2 749	74	3

¹ Au 21 janvier 2026 (paie 22), le total des employés réguliers (6 579) et occasionnels (200) au Ministère est de 6 779.

f) L’évolution des effectifs réguliers par catégorie d’emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Unités centrales		2023-2024 (au 21 février 2024)				2024-2025 (au 22 janvier 2025)				2025-2026 (au 21 janvier 2026)			
		Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
BSM	Bureau de la sous-ministre	4	25	7	36	6	25	5	36	5	24	6	35
	Unités relevant de la sous-ministre	18	191	84	293	20	192	84	296	21	191	81	293
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail	4	14	2	20	4	13	3	20	3	13	3	19
SE	Secteur de l’emploi ¹	10	96	11	117	16	156	27	199	17	159	26	202
SE-SMO	Secteur de la main-d’œuvre ¹	6	57	20	83	-	-	-	-	-	-	-	-
SPSQRI	Secteur des partenariats de Services Québec et des ressources informationnelles	52	375	840	1 267	53	383	824	1 260	48	352	758	1 158
SRE	Secteur des registres de l’État	19	122	291	432	19	119	269	407	17	108	255	380
SSG	Secteur des services à la gestion	21	230	266	517	26	234	261	521	23	234	258	515
SSSAP	Secteur de la solidarité sociale et de l’assurance parentale	18	115	190	323	19	125	207	351	15	116	196	327
SSTC	Secteur des services territoriaux à la clientèle ²	7	81	9	97	4	13	3	20	6	15	3	24
Total – Unités centrales		159	1 306	1 720	3 185	167	1 260	1 683	3 110	155	1 212	1 586	2 953

Portrait des directions générales de Services Québec et des directions générales Évolution des lignes d'affaires, conformité, enquêtes et clientèle issue de l'immigration
Secteur des services territoriaux à la clientèle³

Regroupement	2023-2024 (au 21 février 2024)				2024-2025 (au 22 janvier 2025) ⁵				2025-2026 (au 21 janvier 2026)			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
Évolution des lignes d'affaires, conformité, enquêtes et clientèle issue de l'immigration ³	-	-	-	-	19	103	443	565	25	118	450	593
01. Bas-Saint-Laurent	8	27	78	113	8	24	70	102	10	37	168	215
02. Saguenay—Lac-Saint-Jean	9	35	109	153	8	35	98	141	11	30	218	259
03. Capitale-Nationale ⁴	10	47	215	272	-	-	-	-	-	-	-	-
03-12. Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches ⁴	-	-	-	-	16	66	297	379	12	55	195	262
04. Mauricie ⁵	9	29	98	136	6	28	86	120	-	-	-	-
04-17. Mauricie et Centre-du-Québec ⁵	-	-	-	-	-	-	-	-	10	46	109	165
05. Estrie ⁵	9	36	159	204	8	31	151	190	-	-	-	-
05-16. Estrie et Montérégie ⁵	-	-	-	-	-	-	-	-	21	89	274	384
06. Montréal	34	140	774	948	26	117	545	688	21	104	417	542
07. Outaouais ⁵	7	30	152	189	6	27	110	143	-	-	-	-
07-08. Outaouais et Abitibi-Témiscamingue ⁵	-	-	-	-	-	-	-	-	7	46	120	173
08. Abitibi-Témiscamingue ⁵	7	20	62	89	6	21	54	81	-	-	-	-
09. Côte-Nord	6	19	50	75	6	20	47	73	10	21	134	165
10. Nord-du-Québec	3	12	37	52	3	12	37	52	7	20	133	160
11. Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	9	25	65	99	9	25	62	96	13	24	183	220
12. Chaudière-Appalaches ⁴	8	32	123	163	-	-	-	-	-	-	-	-
13. Laval ⁴	5	21	116	142	-	-	-	-	-	-	-	-
13-15. Laval et Laurentides ⁴	-	-	-	-	16	55	256	327	11	52	179	242
14. Lanaudière	11	28	162	201	10	23	125	158	12	19	215	246
15. Laurentides ⁴	11	31	171	213	-	-	-	-	-	-	-	-
16. Montérégie ⁵	21	79	295	395	18	71	254	343	-	-	-	-
17. Centre-du-Québec ⁵	6	22	69	97	7	21	54	82	-	-	-	-
Total - Regroupement	173	633	2 735	3 541	172	679	2 689	3 540	170	661	2 795	3 626
Total - Ministère	332	1 939	4 455	6 726	339	1 939	4 372	6 650	325	1 873	4 381	6 579

¹ En 2024-2025, le Secteur de la main-d’œuvre (SE-SMO) a été intégré au Secteur de l’emploi (SE).

² En 2024-2025 et en 2025-2026, les unités centrales du Secteur des services territoriaux à la clientèle (SSCT) sont : le Secteur des services territoriaux à la clientèle - BSMA (CR 3800), la Direction générale principale des services territoriaux de l'Est (CR 3921), la Direction générale principale des services territoriaux de l'Ouest (CR 3920) et la Direction générale principale de l'évolution des lignes d'affaires et de la conformité (CR 3901).

³ La Direction générale principale de l'évolution des lignes d'affaires et de la conformité a été créée en 2024-2025. Les employés de cette nouvelle direction générale principale proviennent des différentes directions générales de Services Québec et de la Direction générale du soutien à la prestation de services.

⁴ En 2024-2025, quatre directions générales de Services Québec ont été regroupées, réduisant ainsi leur nombre à deux.

⁵ En 2025-2026, six directions générales de Services Québec ont été regroupées, réduisant ainsi leur nombre à trois.

g) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

Période	Catégorie d'emplois	Femmes	Hommes	Total
Au 21 février 2024	Professionnels	230	174	404
Au 22 janvier 2025	Professionnels	259	181	440
Au 21 janvier 2026	Professionnels	262	180	442

h) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie¹

Période	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Au 21 février 2024	5	2	21	28
Au 22 janvier 2025	4	0	25	29
Au 21 janvier 2026	1	2	17	20

¹ Inclut uniquement le personnel bénéficiant d'un traitement hors échelle et excluent les employés qui bénéficient d'un horaire majoré, car ils reçoivent une rémunération conforme pour la tâche qu'ils doivent normalement accomplir.

i) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

j) Le nombre d'employés permanents et temporaires

Période	Aucun	Permanent	Temporaire	Total
Au 21 février 2024	2 ¹	4 426	2 298	6 726
Au 22 janvier 2025	2 ¹	5 043	1 605	6 650
Au 21 janvier 2026	2 ¹	5 703	874	6 579

¹ Personnel de la haute direction ayant un statut d'emploi « Aucun » puisqu'ils sont sous-ministres ou dirigeant. Le statut « Permanent » ne peut alors s'appliquer.

k) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

Départs volontaires du personnel régulier¹

Motif	2023-2024 (au 21 février 2024)	2024-2025 (au 22 janvier 2025)	2025-2026 (au 21 janvier 2026)
Retraite	181	151	151
Démission	227	170	81
Mutation sortie ¹	324	150	81
Total	732	471	313

¹ Inclut des promotions en sortie.

l) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs

Période	Cible des heures rémunérées	Équivalence en ETC ¹
Au 1 ^{er} avril 2023 ²	12 102 392	6 627
Au 1 ^{er} avril 2024	11 468 255	6 280
Au 1 ^{er} avril 2025 ³	12 355 816	6 765,5
Au 1 ^{er} avril 2026 ⁴	12 065 376	6 606,5

¹ Le facteur de conversion des heures rémunérées en ETC est de 1 826,3 heures pour 1 ETC.

² La cible présentée au 1^{er} avril 2023 lors de l'étude des crédits 2023-2024 comprenait la cible du MTRAV puisque la répartition entre les deux ministères n'était pas connue au moment de la production de la fiche. La cible au 1^{er} avril 2023 a été redressée en retirant la cible du MTRAV et en considérant les ajustements subséquents.

³ La cible au 1^{er} avril 2025 est en date du 13 février 2026.

⁴ La cible au 1^{er} avril 2026 est en date du 13 février 2026.

Au 31 janvier 2026, la cible d'heures rémunérées du MESS s'élève à 12 355 816 (équivalent de 6 765,5 ETC), alors que la consommation prévue au 31 mars 2026 s'élève à 12 355 816 (équivalent de 6 765,5 ETC). La consommation totale des heures rémunérées du Ministère devrait être égale à la cible du Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût de ladite location;
- d) les coûts d’aménagement et de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2024, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) le propriétaire de l’espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques :

Les renseignements quant à l’emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué et au coût total de ladite location sont disponibles dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du [Règlement sur la diffusion de l’information et sur la protection des renseignements personnels](#) (article 4, paragraphe 27) [Dépenses du Ministère pour 2025-2026 | Gouvernement du Québec](#).

Total des coûts d’aménagement et de rénovation pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 : 516 285,37 \$.

Durée des baux : Le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu’il occupe sont sous entente d’occupation avec la Société québécoise des infrastructures (SQI).

Propriétaires : Le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu’il occupe sont sous entente d’occupation avec la SQI.

Coûts de résiliation : Le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu’il occupe sont sous entente d’occupation avec la SQI.

SOURCE : SSG-DGRDIA
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : S. o.
DATE : 16 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

RG-12

Titre :

Pour la direction générale du Ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l’aménagement, de la rénovation et des autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

En 2025-2026, un total de 69,64 \$ a été payé pour divers aménagements.

L’information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le [Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien](#) de l’Assemblée nationale du Québec.

SOURCE : SSG-DGRDIA
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : DGRFC
DATE : 16 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu ;
- g) les prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucun personnel hors structure du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Note : Le terme « hors structure » s'applique au personnel d'encadrement. Le terme « structure » fait référence à la structure administrative du Ministère.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : S. o.
DATE : 13 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Titre :

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucune ressource rémunérée par le Ministère affectée à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

SOURCE :	DGRH
COLLABORATION :	S. o.
VALIDATION :	S. o.
DATE :	13 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a déboursé une somme de 282 250 \$ pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

Voir la liste des fournisseurs en annexe.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

SOURCE :	DGRFC-DOFC
COLLABORATION :	DGRTDI
VALIDATION :	s. o.
DATE :	19 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18— ANNEXE 1

Liste des fournisseurs

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Fournisseurs	
All Seasons Publications Ltd.	Les Éditions Wilson et Lafleur inc.
American Economic Association	Les Entreprises Svoboda M V inc.
Centre d'Accès à l'information juridique (CAIJ)	LexisNexis Canada inc.
Chilhood Education International	L'Harmattan
CNW Group ltd.	Library of Congress
Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec	National Bureau of Economic Research
Coopérative de l'information indépendante	North American Maple Syrup Council (NAMSC)
De Marque inc.	Premières Nations
EBSCO Canada ltée	Proquest LLC
Fédération Histoire Québec	Quebec Anglophone Heritage Network
Feedly	Revue les libraires
Gestion, revue internationale de gestion	SABMag
GS1 Canada	Société de généalogie du Québec
Journal de Québec	Société dév. des périodiques culturels québécois [SODEP]
La Terre de chez nous	Société d'histoire de Charlevoix [SHC]
L'Actualité	Société Trader Corporation
Le Canada Français	The Economist
Le Devoir inc.	Thomson Reuters Canada
Le Nouvelliste	Tire-Média
Les Affaires	Union Nationale de l'Apiculture Française

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Titre :
Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :

Pour les éléments demandés, il n'y a eu que des sommes déboursées pour des billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026 pour une somme de 2 715,73 \$ (Annexe).

SOURCE : DGRFC-DOFC
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 4 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19 — ANNEXE 1

BILLET D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE

1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

ORGANISATION	MONTANT
Chambre de commerce de Sept-Îles-Uashat mak Mani-utenam	41,44 \$
Chambre de commerce du Grand Joliette	182,64 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Maskinongé	20,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Manicouagan	728,65 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda	660,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie Nouvelle-Beauce	150,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord	342,00 \$
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières	591,00 \$
Total	2 715,73 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Titre : Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web ; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site ; c) les coûts de construction du site ; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) ; f) le nombre de visiteurs « hits » par mois ; g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement ; h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines ; i) la fréquence moyenne de mise à jour ; j) le responsable du contenu sur le site.
--

Pour 2025,2026 (soit du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026) :

a) Site Mon dossier Aide à l'emploi — Assistance sociale (https://mondossier.mtess.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	MESS
c) Coûts de construction du site	S. o.
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	209 340 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. o.

a) Site Conseil emploi métropole (www.emploi-metropole.org)	
b) Conception du site	MESS
c) Coûts de construction du site	0 \$
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	80 \$

a) Site Directeur de l'état civil (www.etatcivil.gouv.qc.ca) Site informationnel et transactionnel	
b) Conception du site	Référence Systèmes inc.
c) Coûts de construction du site	Non connu (1999)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	1 603 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	0 \$
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	342 \$

a) Site du Registraire des entreprises (www.registreentreprises.gouv.qc.ca) Site transactionnel. Le site informationnel a été migré sur Québec.ca le 26 septembre 2023.	
b) Conception du site	S. o.
c) Coûts de construction du site	S. o.
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Ressources internes du MESS et de Revenu Québec (coûts remboursés par le MESS en vertu d'une entente de services globale)
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	24 \$

a) Site des Publications du Québec (www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca) Site informationnel avec services interactionnels et transactionnels : catalogue des Publications du Québec, Gazette officielle du Québec, lois et règlements, produits en ligne	
b) Conception du site	Salesforce
c) Coûts de construction du site	Acquisition de la solution* : 29 juin 2023. En mai 2024, la nouvelle solution de commerce électronique a été livrée.

	Contrat d’approvisionnement (licences) : • 225 637 \$ (année 1- juillet 2023 à juin 2024) • 372 742 \$ (année 2 - juillet 2024 à juin 2025) • 345 125 \$ (année 3 - juillet 2025 à juin 2026) Contrat de service professionnel : • 725 625 \$ (juillet 2023 à mars 2024) • 349 375 \$ (avril 2024 à juin 2024)
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	S. o.
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. o.

a) Site LegisQuébec (www.legisquebec.gouv.qc.ca) Site informationnel	
b) Conception du site	Irosoft inc.
c) Coûts de construction du site	352 616 \$ (2016)
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	42 656 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. o.

a) Site des Bibliothèques gouvernementales (www.bibliotheques.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	CSPQ (maintenant le MCN)
c) Coûts de construction du site	0 \$
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	32 793 \$ (incluant les sites hébergés sur le même serveur : clicSÉCUR, SimulAide et site ministère du Travail)
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	114 \$

a) Site Québec emploi (www.quebecemploi.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	Momentum Technologies inc.
c) Coûts de construction du site	1 916 813 \$ coûts de mise en œuvre (estimé).
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	2 890 211 \$, montant total facturé dans le contrat depuis la mise en ligne du site, ce qui inclut plusieurs avenants dont le maintien du site par le prestataire jusqu’au transfert vers la nouvelle solution, à l’automne 2026, ainsi que l’appariement au Service d’authentification gouvernemental.
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	114 \$

a) Site Entreprises Québec (Zone entreprise Gouvernement du Québec) Les contenus du site informationnel ont été transférés sur Québec.ca. Le site transactionnel Zone entreprise perdue et est accessible depuis Québec.ca.	
b) Conception du site	S. o.
c) Coûts de construction du site	S. o.
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	459 507 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	342 \$

a) SimulRevenu (www.simulrevenu.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	S. o.
c) Coûts de construction du site	S. o.
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	110 176 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. o.

a) SimulAide (www.simulaide.emploi.quebec.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	S. o.
c) Coûts de construction du site	S. o.
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	Inclus dans les coûts du site des Bibliothèques gouvernementales
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. o.

a) Site clicSÉCUR Citoyens et Entreprises (www.info.clicsecur.gouv.qc.ca) Site informationnel et transactionnel	
b) Conception des sites	Non connu
c) Coûts de construction du site	Non connu (2005)
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	Services transactionnels : 475 880 \$ Services informationnels : coûts regroupés et déclarés dans les coûts du site des Bibliothèques gouvernementales.
e) Coûts de modernisation ou de refonte	0 \$
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	114 \$

a) Site Service québécois de changement d’adresse (www.adresse.gouv.qc.ca) Site informationnel et transactionnel	
b) Conception du site	CSPQ (maintenant le MCN)
c) Coûts de construction du site	0 \$
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	59 885 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	114 \$

a) Site Localisateur de bureaux de Services Québec (www.localisateur.servicesquebec.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	MESS
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2020)
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	16 279 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. o.
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. o.

a) Registre des Apostilles (registre-apostilles.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	MESS
c) Coûts de construction du site	0 \$
d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour	323 501 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	0 \$
h) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	228 \$

Précisions sur les données fournies : Les coûts mentionnés sont ceux facturés par des ressources externes (sous-questions c), d), e)).

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

Direction générale principale des ressources informationnelles et de la transformation numérique
DGC, DAIMT, ST (DTGIT), DSE-SPP et DSCPMT
S. o.
1^{er} avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-21

Titre :

Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement [répondre en inscrivant le but et l'objet du déplacement];
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, aucune tournée régionale n'a été réalisée :

- par la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire ;
- par la sous-ministre.

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 10 septembre 2025, la ministre de l'Emploi, M^{me} Kateri Champagne Jourdain a rencontré des partenaires et des intervenants du marché du travail de la région de la Côte-Nord pour connaître leurs besoins dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre. La ministre souhaitait établir un contact avec les intervenants du milieu afin d'échanger sur les enjeux locaux.

Région de la Côte-Nord (Minganie) — 15 et 16 juillet 2025	
Types de dépenses	Coûts (\$)
Hébergement	344,28
Repas	222,31
Total	566,59

Région de la Côte — Nord (Schefferville) — 15 au 17 août 2025	
Types de dépenses	Coûts (\$)
Transport	6 685,56
Hébergement	905,33
Repas	210,67
Total	7 801,56

Pour la période du 11 septembre 2025 au 31 janvier 2026, la ministre de l'Emploi, M^{me} Pascale Déry a réalisé une tournée régionale au Bas-Saint-Laurent, le 3 novembre 2025. Aucun coût associé à cette tournée.

SOURCE : BSMSG
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : SSG, DOFC
DATE : 20 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

RG-22

Titre :

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 :

a) le détail des mandats ;

b) le coût (déplacements, etc.) ;

c) le nombre de ressources affectées ;

d) le nombre de rencontres ;

e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre ;

f) l’objet ;

g) les dates.

Exposé et statistiques :		
Adjointe parlementaire	Mandat	Coût 2025-2026
Madame Marie-Louise Tardif, député de Laviolette-Saint-Maurice	Adjointe parlementaire de la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire (volet Action communautaire) – le mandat a pris fin le 6 mai 2025.	Aucun
Madame Suzanne Blais, députée d’Abitibi-Ouest	Adjointe parlementaire pour la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire (volet Solidarité sociale) – le mandat a pris fin le 16 septembre 2025.	Aucun

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

BSMSG

S. o.

SSG

12 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Les informations concernant les sommes versées par le gouvernement fédéral sont présentées à l'annexe 1.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'a reçu aucune somme d'un autre gouvernement que le gouvernement fédéral.

SOURCE : DGRFC-SOF
COLLABORATION : SE-DPRC, SE-DGQPDMO, SE-DRIMS, DGRFC-SCRFI
VALIDATION : DGRFC-SEB
DATE : 2 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26 – ANNEXE 1

Tableau synthèse des transferts fédéraux
(en millions de dollars)

Ententes	Date de signature	But	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026
Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail	21 avril 1997	Mise en œuvre des mesures actives d’emploi du Québec financées à même le compte d’assurance-emploi.	294,3 \$
Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d’œuvre	10 juillet 2019	Mise en œuvre des mesures actives d’emploi du Québec pour les personnes éloignées du marché du travail.	78,7 \$
Entente de contribution Canada-Québec en appui aux jeunes du Québec dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	6 mars 2025	Aider les jeunes Canadiens à accéder aux études postsecondaires et à obtenir les compétences et la formation dont ils ont besoin pour participer à un marché du travail en évolution et à offrir une aide aux personnes qui sont temporairement sans emploi.	18,0 \$
Entente Canada-Québec en appui aux personnes handicapées du Québec dans le cadre du Fonds d’intégration pour les personnes handicapées	6 mars 2025	Soutenir les projets qui aident les personnes handicapées à se préparer à l’emploi, à obtenir un emploi et à le conserver ou à devenir travailleur indépendant, ce qui aura pour effet d’accroître leur participation à l’activité économique et leur indépendance financière.	9,2 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26 – ANNEXE 1

Tableau synthèse des ententes administratives

Ententes	Date de signature	But	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026
Protocole d’entente relatif à la transmission de données de l’état civil visant à simplifier l’accès à certains programmes gouvernementaux (Agence du revenu du Canada (ARC))	7 juillet 2010	Établit les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance au Directeur de l’état civil, à une demande d’inscription à l’allocation canadienne pour enfants et au crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée administrée par l’ARC. Permet également d’établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès.	140 426 \$*
Protocole d’entente relatif à la transmission de données de l’état civil visant à simplifier l’accès à certains programmes gouvernementaux (Emploi et Développement social Canada)	31 mars 2010	Établit les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux nouveaux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance de leur enfant au Directeur de l’état civil, à une demande de numéro d’assurance sociale. Permet également d’établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès et pour la validation de l’inscription des naissances au Québec.	156 090 \$*
Entente administrative relative à la communication des renseignements de l’état civil visant à simplifier l’accès à certains programmes gouvernementaux (Services aux Autochtones Canada)	28 mars 2013	Établit les conditions et les modalités de communication des renseignements du Directeur de l’état civil vers Services aux Autochtones Canada. En y consentant lors de la déclaration de naissance de leur enfant, les nouveaux parents facilitent et accélèrent la demande éventuelle d’inscription de leur enfant au registre des Indiens, s’il est admissible. Permet également de communiquer à Services aux Autochtones Canada certains renseignements sur les décès inscrits au registre de l’état civil aux fins de maintenir l’intégrité du registre des Indiens.	1 707 \$*

* Une portion des sommes reçues est relative à la facturation d’années antérieures.

Tableau synthèse des autres revenus provenant du gouvernement fédéral

	Sommes reçues du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026
Agence des services frontaliers du Canada (aucune entente)	275 \$

SOURCE : DGRFC-SOF
COLLABORATION : SE-DPRC, SE-DGQPDMO, SE-DRIMS, DGRFC-SCRFI
VALIDATION : DGRFC-SEB
DATE : 5 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

Aucune prime au rendement ou boni n'a été versé pour l'année financière 2025-2026.

SOURCE :	DGRH
COLLABORATION :	S. o.
VALIDATION :	S. o.
DATE :	4 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Aucune prime de départ n'a été versée pour l'année financière 2025-2026.

SOURCE :	DGRH
COLLABORATION :	S. o.
VALIDATION :	S. o.
DATE :	4 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a déboursé une somme de 182 379 \$ en paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

Voir la liste des associations en annexe.

SOURCE : DGRFC-DOFC
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 19 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33 — ANNEXE 1 - Liste des remboursements de cotisations

Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale 1er avril 2025 au 31 janvier 2026	Montants	Nombre Bénéficiaires
Ass. sur l'accès et la protection de l'information (A.A.P.I)	1 395,00 \$	7
Association des responsables de la gestion des plaintes (ARGP)	500,00 \$	5
Association forestière Côte-Nord	50,00 \$	1
Barreau du Québec	4 097,05 \$	2
Business Architecture Guild	4 577,43 \$	25
Centre d'expertise des grands organismes	57 085,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce de Brome-Missisquoi	285,00 \$	25
Chambre de commerce de Gatineau (Export Outaouais)	1 970,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce de l'Est de Portneuf	300,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce de Lotbinière	125,00 \$	1
Chambre de commerce de Port-Cartier	800,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce de Sept-Îles et Uashat mak Mani-utenam	310,20 \$	25
Chambre de commerce de St-Georges	325,00 \$	50
Chambre de commerce du Grand Joliette	200,00 \$	Institution ¹
Chambre de ommerce et d'Industrie d'Abitibi-Ouest	354,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'Industrie de Drummond	280,00 \$	2
Chambre de commerce et d'Industrie de la MRC de Maskinongé	208,74 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	295,00 \$	24
Chambre de commerce et d'industrie de Manicouagan	500,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'industrie de Québec	545,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d’industrie des Bois-Francis et de l’Érable	380,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'industrie du grand Lévis	480,00 \$	50
Chambre de commerce et d'industrie du Haut-Saint-Maurice	188,29 \$	9
Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord	285,00 \$	1
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières	215,00 \$	1
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières	380,00 \$	2
Chambre de commerce Vallée de la Petite-Nation	225,00 \$	Institution ¹
Chambre des notaires	2 030,90 \$	1
Collège des médecins	29 873,50 \$	15
Comité régional pour la valorisation de l'éducation (CREVAL)	850,00 \$	152
Conseil Économique de Beauce [CEB]	415,00 \$	Institution ¹
Coopérative de développement régional du Québec, coop de solidarité	200,00 \$	1
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	75,00 \$	1
École nationale d'administration publique (ENAP)	9 350,00 \$	11
GP-Québec	2 950,00 \$	Institution ¹
Information Systems Audit and Control Association (ISACA)	252,99 \$	1
Institute for Citizen-Centred Service	45 036,99 \$	Institution ¹
Institute of Internal Auditors (IIA)	1 993,94 \$	8
King's Printers Association of Canada memberships	500,00 \$	2
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	8 121,33 \$	1
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	3 833,94 \$	Institution ¹
Réseau RH de Drummondville	300,00 \$	3
Société québécoise d'évaluation de programme	204,75 \$	1
Table de lutte contre la pauvreté de Chicoutimi	35,00 \$	Institution ¹
Grand total	182 379,05 \$	

¹ Cotisation annuelle pour laquelle la facture ou le site Internet ne permet pas de déterminer le nombre de bénéficiaires autorisés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Titre :

Tout montant dépensé par le ministère ou l’organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l’organisme.

Exposé et statistiques

Aucun montant n’a été dépensé par le Ministère en 2025-2026 pour l’achat de crédits carbone.

SOURCE :

Direction générale de la gouvernance, de l’analyse et de la performance

COLLABORATION :

Secteur des services à la gestion

VALIDATION :

Service des opérations financières

DATE :

13 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

Titre :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées se font à même les budgets de fonctionnement et les activités régulières du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2025-2026 est disponible sur le site Québec.ca :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/emploi-solidarite-sociale/publications/plan-action-personnes-handicapees>

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : S. o.
DATE : 5 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

Titre :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :

m) Plan d'action de développement durable.

Exposé et statistiques :

Le plan d'action de développement durable (PADD) 2023-2028 a été adopté le 25 octobre 2023 par le comité exécutif du MESS. Il couvre la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2028 et comprend 11 actions.

Action 1 : Financer des projets visant le développement des compétences liées à la transition verte

- Cible établie en 2025-2026 : verser 250 000 \$ dans des projets visant le développement de compétences liées à la transition verte par l'entremise des programmes du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO).
- Sommes investies en 2025-2026 : En date du 23 janvier 2026, 150 000 \$ ont été versés dans des projets visant le développement de compétences liées à la transition verte.
- Budget prévu en 2025-2026 : 250 000 \$.

Action 2 : Soutenir financièrement de nouveaux organismes communautaires

- Cibles établies en 2025-2026 :
 - o 580 organismes communautaires ayant bénéficié d'un soutien financier par l'entremise du SACAIS.
 - o 125 M\$ octroyés aux organismes communautaires par l'entremise du SACAIS.
- Les données concernant les sommes octroyées aux organismes et le nombre d'organismes soutenus en 2025-2026 seront disponibles en juin 2026.

Action 3 : Accompagner les personnes les plus vulnérables afin qu'elles intègrent le marché du travail de façon durable

- Cible établie en 2025-2026 : 77 % des participants aux interventions des services publics d'emploi, prestataires des programmes d'assistance sociale s'étant maintenus en emploi pour une période d'au moins six mois suivant un retour en emploi.
- En date du 26 décembre 2025 65,7 %¹ des prestataires des programmes d'assistance sociale, ayant effectué un retour en emploi en 2024-2025 suivant une intervention des services publics d'emploi, se sont maintenus en emploi pour une période d'au moins six mois.
- Sommes investies en 2025-2026 pour la clientèle de l'assistance sociale : 239,4 M\$ ont été investis pour les interventions du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) en date du 23 janvier 2026.
- Budget global prévu en 2025-2026 : 942,8 M\$ pour les interventions financées par le FDMT auprès des individus et des entreprises. À noter qu'il s'agit ici d'une gestion par fonds et non par programme.

Action 4 : Intégrer en emploi les personnes ayant bénéficié d'une aide des services publics d'emploi

- Cible établie en 2025-2026 : 58,5 % de l'ensemble de la clientèle ayant bénéficié d'une aide des services publics d'emploi, qui a occupé un emploi dans un délai de trois mois.
- En date du 23 janvier 2026, 49,6 % de la clientèle avait occupé un emploi dans un délai de trois mois.
- Sommes investies en 2025-2026 : 896,9 M\$ ont été investis pour les interventions du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) en date du 23 janvier 2026.
- Budget prévu en 2025-2026 : 942,8 M\$ pour les interventions financées par le FDMT. À noter qu'il s'agit ici d'une gestion par fonds et non par programme.

¹ Les individus visés sont ceux pour lesquels un résultat de retour en emploi a été enregistré pour l'année 2024-2025. L'indicateur mesure la situation des individus de cette cohorte six mois après qu'un résultat d'insertion en emploi ait été inscrit à leur dossier. Les résultats de l'indicateur sont produits annuellement, à la fin du mois de décembre, et réfèrent à l'année financière précédente.

Action 5 : Évaluer la durabilité des interventions ministérielles

- Cible établie en 2025-2026 : que 85 % des interventions ministérielles aient fait l'objet d'une évaluation de la durabilité.
- En date du 31 janvier 2026, 100 % des interventions ministérielles avaient été évaluées, soit 4 interventions sur 4.
- Budget prévu et sommes investies en 2025-2026 pour évaluer les interventions : s. o.

Action 6 : Soutenir l'intégration de critères de durabilité dans les programmes de soutien financier normés

- Cible établie en 2025-2026 : 25 % des programmes de soutien financier normés soient durables, c'est-à-dire qu'ils intègrent au moins un critère de durabilité.
- En date du 31 janvier 2026, 25 % des programmes de soutien financier normés étaient durables, soit 2 programmes sur 8.
- Budget prévu et sommes investies en 2025-2026 pour soutenir l'intégration de critères de durabilité dans les programmes de soutien financier normés : s. o.

Action 7 : Accroître la part des acquisitions responsables liées à un contrat

- Cible établie en 2025-2026 : 45 % du nombre d'acquisitions liées à un contrat soient responsables, c'est-à-dire qu'elles intègrent au moins un critère responsable.
- En date du 31 janvier 2026, 79,1 % des acquisitions liées à un contrat étaient responsables.
- Budget prévu et sommes investies en 2025-2026 pour accroître la part des acquisitions responsables liées à un contrat : s. o.

Action 8 : Améliorer la maturité numérique responsable

- Cible établie en 2025-2026 : 50 % (niveau intermédiaire) pour l'indice de maturité numérique responsable du Ministère.
- En date du 31 janvier 2026, la note du Ministère était de 54,6 % (niveau intermédiaire) pour son indice de maturité numérique responsable.
- Budget prévu et sommes investies en 2025-2026 pour améliorer la maturité numérique responsable : s. o.

Action 9 : Soutenir les travaux de la Société québécoise des infrastructures menant à l'obtention d'attestations ICI on recycle +

- Cible établie en 2025-2026 : 4 bureaux ayant obtenu une attestation ICI on recycle +. À noter que les travaux du Ministère sont tributaires de ceux de la Société québécoise des infrastructures (SQI).
- Attestations obtenues en date du 31 janvier 2026 : 1.
- Sommes investies et budget prévu en 2025-2026 pour soutenir les travaux de la SQI : s. o.

Action 10 : Optimiser les installations favorisant le transport actif lors de projets immobiliers

- Cible établie en 2025-2026 : 9 % des bureaux du Ministère dont les installations favorisant le transport actif ont été optimisées.
- En date du 31 janvier 2026, 4,9 % des bureaux du Ministère comportaient des installations de transport actif optimisées.
- Sommes investies et budget prévu en 2025-2026 pour optimiser les installations : s. o.

Action 11 : Favoriser le transport actif, le transport collectif et les solutions de rechange à l'auto solo

- Cible établie en 2025-2026 : 29 % du personnel qui utilise régulièrement un mode de transport actif, collectif ou une solution de rechange à l'auto solo.
- La proportion du personnel qui utilise régulièrement un mode de transport actif, collectif ou une solution de rechange à l'auto solo sera disponible en avril 2026.
- Sommes investies et budget prévu en 2025-2026 pour favoriser le transport durable : s. o.

Conclusion :

- Le PADD 2023-2028 est disponible sur le site de Québec.ca.
- Les résultats du PADD 2023-2028 seront publiés dans le Rapport annuel de gestion 2025-2026.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
COLLABORATION : SSG, SE, SSSAP, SPSQRI
VALIDATION : DGGAP-DIAA, SSG, SE
DATE : 13 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-37

Titre :

Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l’achat de matériel requis pour le télétravail.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, une dépense de 39 283 \$ a été effectuée par le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale pour le remboursement d’achats de matériel requis pour le télétravail.

SOURCE : DGRFC-DOFC
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 3 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

Titre :

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Exposé et statistiques :

- a) Les sommes dépensées :

38 220 \$

- b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière :

38 220 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/acces-information/contrats-engagements-financiers>

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : S. o.
DATE : 20 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

- a) la liste de tous les concours et tirage réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Exposé et statistiques

Du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 :

- a) Deux tirages ont été réalisés par les Publications du Québec lors des Salons du livre de Montréal (novembre 2025) et de Québec (avril 2025).
- b) Le prix de chaque tirage incluait un ensemble de 6 livres de la collection « Coin de pays », d'une valeur de 150 \$, ceux-ci provenant de l'inventaire des Publications du Québec.
- c) L'objectif des tirages visait à obtenir les adresses courriels des visiteurs intéressés par nos publications, aux fins de diffusion de nos infolettres.

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : Tous les BSMA
VALIDATION: DGRFC
DATE : 3 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG41

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Exposé et statistiques :

En date du 31 janvier 2026 :

- a) Les employés de la Direction générale des communications relèvent du ministère du Conseil exécutif.

Du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 :

- b) 2 105 124,76 \$ en produits de communication, incluant la veille médiatique
- d) Veille médiatique :
 - I.C.I Influence communications inc. : 15 924,24 \$
 - Référence média : 3 450 \$
 - Le Devoir : 188,88 \$

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : Direction des opérations financières et comptables
DATE : 11 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Titre :

Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

Exposé et statistiques :

- Aucune rencontre de type « lac-à-l'épaule » n'a été tenue en 2025-2026 en lien avec la planification stratégique.

SOURCE : BSMSG
COLLABORATION : DGGAP
VALIDATION : S. o.
DATE : 11 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre :

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;
- b) Heures de stages effectués ;
- c) Rémunération totale déboursée.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre de stagiaires reçus :

Au 21 janvier 2026, on dénombre 32 personnes ayant œuvré comme stagiaires au Ministère au cours de la période 2025-2026.

- b) Heures de stages effectuées :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

- c) Rémunération totale déboursée :

Au 21 janvier 2026, la rémunération de ces stagiaires pour la période 2025-2026 s'élève à 217 994,49 \$.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : S. o.
DATE : 13 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG44

Titre :

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Exposé et statistiques :

a) **Liste des projets du Ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.**

- Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuit 2025-2029.
- Évaluation du projet des agents de liaison au développement de la main-d'œuvre (ALDMO).
- Programme d'intégration des membres des Premières Nations et des Inuit (PAIPNI).
- Ententes de services en employabilité avec des organisations autochtones.
- Alliances pour la solidarité dans le cadre du Plan d'action gouvernemental visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029.
- Gestion des registres des bénéficiaires cris, inuit et naskapis.
- Conservation des données au registre des bénéficiaires inuit.
- Tournées de Services Québec auprès des communautés cries et des villages inuits.

Aucune dépense n'a été allouée à la consultation des représentants et des organisations autochtones pour les projets cités. Ces consultations ont été faites par des personnes représentant le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale de niveau professionnel dans le cadre de leurs tâches courantes.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

SE (DRIMS)

SE, SSSAP, SSTC, SRE, SPSQRI, DGGAP

s. o.

26 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-47

Titre :
Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par Loi et articles, depuis 5 ans.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, aucun montant n'a été perçu par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en vertu des lois dont il est responsable de l'application.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION : s. o.

VALIDATION : s. o.

DATE : 13 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-50

Titre :
Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :

a) le nombre d'employés recrutés à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres) ;

b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés ;

c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement) ;

d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger ;

e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire ;

f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger ;

g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international ;

h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale.

Exposé et statistiques pour l'année 2025-2026:

a) **Le nombre d'employés recrutés à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres)**
Aucun employé n'a été recruté à l'étranger au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

b) **Le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés**
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

c) **Les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement)**
Aucune activité de recrutement internationale n'a été effectuée au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

d) **Le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger**
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

e) **Les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire**
Aucune catégorie d'emploi n'a été jugée nécessaire pour le recrutement international.

f) **Le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger**
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

g) **Toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international**
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

h) **Les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale**
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : DGRH

COLLABORATIONS : S. o.

VALIDATION : S. o.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Aucun comité n’a été formé en 2025-2026.

SOURCE : BSMSG
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : S. o.
DATE : 1 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RGNR41

Titre :
Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :
a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.

Exposé et statistiques : Opération main-d'œuvre – Mesures du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale :			
Mesures	État d'avancement	Budget prévu (2025-2026)	Sommes investies ¹ (2025-2026)
Augmenter le nombre de personnes qualifiées en offrant des formations de courte durée en alternance travail-étude (COUD-Génie).	Mesure mise en œuvre	2,5 M\$	1,9 M\$
Allouer 475 \$/semaine en soutien du revenu bonifié aux personnes sans emploi qui suivent une formation dans les six secteurs priorités par l'Opération main-d'œuvre.	Mesure mise en œuvre	14,4 M\$	22,0 M\$
Accroître le nombre de personnes bénéficiant du Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) (Aides familiaux).	Mesure mise en œuvre	0,2 M\$	0,2 M\$
Augmenter le nombre d'éducatrices qualifiées en améliorant l'accès à une démarche de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC).	Mesure mise en œuvre	0,3 M\$	1,7 M\$
Augmenter le nombre de personnes qualifiées en offrant des formations de courte durée en alternance travail-étude. (COUD-Services de garde éducatifs à l'enfance).	Mesure mise en œuvre	2,6 M\$	9,7 M\$
Former davantage de travailleurs en TI par le Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologies de l'information et des communications (PRATIC).	Mesure terminée	4,0 M\$	0,0 M\$
Augmenter le nombre de personnes qualifiées en offrant des formations de courte durée en alternance travail-étude (COUD-TI).	Mesure mise en œuvre	10,5 M\$	0,3 M\$
Soutenir financièrement les entreprises du secteur des TI dans la formation de leurs travailleurs, la gestion des ressources humaines et le recrutement à l'extérieur du Québec.	Mesure mise en œuvre	20,0 M\$	0,9 M\$
Permettre à un plus grand nombre de chômeurs et de travailleurs de suivre des formations universitaires courtes à temps complet, à temps partiel ou en formation continue.	Mesure mise en œuvre	10,7 M\$	0,6 M\$
Référencement et soutien financier aux participants à la formation courte (90 heures) pour les candidats au statut d'éducateur non qualifié (SGEE).	Mesure mise en œuvre	2,2 M\$	0,0 M\$
Former des personnes sans emploi avec le Programme d'aide à la requalification par l'augmentation de la formation (PARAF).	Mesure terminée	0 M\$	0,0 M\$

¹ Déboursés en date du 23 janvier 2026

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Direction de la coordination sectorielle et des projets spéciaux

Direction de la planification et de la reddition de comptes

Direction des mesures et des services aux individus

Direction des mesures et services aux entreprises

Direction des politiques d'emploi et des stratégies

Direction du développement de la main-d'œuvre

S. o.

28 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RGNR60

Titre : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.
--

Exposé et statistiques : Le Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027 constitue l'un des projets qui visent à améliorer la qualité et l'accès aux services à la population. Il comporte neuf mesures, selon trois axes : - Axe 1 : Mieux informer et guider la population en matière de démarches à faire lors d'un décès - Axe 2 : Réduire le volume et le délai des démarches requises lors d'un décès - Axe 3 : Faciliter les démarches par des changements législatifs Pour la quatrième année de mise en œuvre, les sommes investies par les ministères et les organismes sont présentées dans le tableau suivant :			
Mesures	Budget prévu 2025-2026	Montants investis 2025-2026	État d'avancement
Mesure 1 : Offrir des outils pour informer les citoyens des droits et responsabilités relatifs à un décès	S. o.	S. o.	Réalisée à 100 % Information disponible depuis mars 2023.
Mesure 2 : Orienter les citoyens vers les démarches qui les concernent	S. o.	S. o.	Réalisée à 100 % Solution numérique déployée depuis juin 2023.
Mesure 3 : Aider et accompagner les citoyens dans leurs démarches	S. o.	S. o.	Réalisée à 50 % Déploiement prévu en 2026-2027.
Mesure 4 : Faciliter l'identification du liquidateur d'une succession	417 300 \$	369 592 \$	Réalisée à 70 %
Mesure 5 : Accélérer l'inscription d'un décès au registre de l'état civil	632 000 \$	193 196 \$	Réalisée à 100 %
Mesure 6 : Informer rapidement les ministères et organismes du décès d'une personne afin de réduire le fardeau administratif des familles (2 parties)	S. o.	S. o.	Partie 1 réalisée à 100 % (entente avec Revenu Québec). Partie 2 (entente avec Retraite Québec). Ce volet est planifié pour 2026-2027.
Mesure 7 : Simplifier les recherches testamentaires à la Chambre des notaires du Québec et au Barreau du Québec	S. o.	S. o.	Réalisée à 75 %

Mesure 8 : Simplifier les règles entourant la liquidation d’une succession	S. o.	S. o.	Réalisée à 60 %.
Mesure 9 : Proposer des modifications législatives pour simplifier les démarches et diminuer les délais (2 parties)	S. o.	S. o.	Partie 1 réalisée à 60 % Partie 2 réalisée à 100 %
Total	1 049 300 \$	562 788 \$	-

SOURCE : Direction générale de la gouvernance et de la simplification des services publics

VALIDATION : S. o.

DATE : 30 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RGNR63

Titre :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :

j) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029

Exposé et statistiques :

Les informations sont disponibles à l'adresse suivante (à l'annexe 1) :
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/PL_Lutte_Pauvrete_2024-2029.pdf
Toutes les actions 2024-2025 portées par le MESS sont démarrées.

SOURCE :

Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction des politiques d'assistance sociale
Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Direction de la recherche

VALIDATION :

Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

DATE :

9 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RGNR79

Titre :

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).

Exposé et statistiques :

a. Sommes investies en 2025-2026

- Les investissements du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : *Engagés pour nos collectivités* (PAGAC), pour sa quatrième année de mise en œuvre (2025-2026) représentent 258,9 M\$, dont 221,1 M\$ en soutien à la mission globale.

b. État d'avancement de mise en œuvre des mesures du PAGAC

- Les 29 mesures du PAGAC ont été lancées. Seize mesures sont déjà effectives auprès des organismes communautaires, soit :
 - 1.1.1 - Augmenter le financement gouvernemental en appui à la mission globale des organismes communautaires;
 - 1.1.2 - Soutenir de nouveaux organismes communautaires;
 - 1.1.3 - Créer de nouveaux programmes gouvernementaux en appui à la mission globale des organismes communautaires;
 - 1.1.5 - Soutenir la mission globale des organismes à vocation multisectorielle (sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale);
 - 1.2.1 - Favoriser l'augmentation du nombre d'adhérents au régime de retraite et à l'assurance collective;
 - 2.1.2 - Encourager le bénévolat chez les jeunes dans les établissements scolaires;
 - 2.1.3 – Simplifier l'accès à la vérification des antécédents judiciaires nécessaire pour les bénévoles œuvrant dans les organismes communautaires;
 - 2.1.5 - Maintenir l'aide financière pour rendre accessibles aux Québécoises et Québécois d'expression anglaise les services offerts par des organismes d'action communautaire francophone;
 - 3.1.1 - Renforcer le réseau des corporations de développement communautaire dans leurs efforts de concertation territoriale;
 - 3.1.2 - Soutenir l'arrimage local des Carrefours jeunesse-emploi du Québec, notamment dans leur contribution à la réussite éducative des jeunes adultes;
 - 3.2.3 - Simplifier les demandes de financement et la reddition de comptes pour les organismes communautaires soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;
 - 3.2.4 - Consolider le rôle de coordination et de service-conseil du MESS auprès des MO;
 - 4.1.3 - Promouvoir et valoriser la Semaine nationale de l'action communautaire autonome;
 - 4.2.1 - Soutenir le développement d'une culture d'évaluation au sein des organismes communautaires;
 - 4.2.2 - Appuyer le déploiement d'initiatives d'innovation sociale en action communautaire qui contribuent à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
 - 4.2.3 - Soutenir le partage et le développement de bonnes pratiques pour une intervention agile en situation de crise ou auprès de personnes vulnérables.
- Cinq mesures sont complétées, selon leur programmation au PAGAC, soit :
 - 1.1.4 - Mettre en œuvre un mécanisme de concertation interministérielle visant à assigner un port d'attache aux organismes communautaires à vocation multisectorielle;
 - 1.2.2 - Soutenir les organismes communautaires dans la gestion de leurs ressources humaines;
 - 1.2.3 - Favoriser l'accès à la formation continue pour le personnel des organismes communautaires;

- 2.1.1 - Soutenir des initiatives visant à favoriser la participation et l’inclusion de toutes et de tous à la vie associative et démocratique des organismes communautaires;
- 2.2.2 - Accompagner les organismes communautaires pour assurer une transformation numérique adaptée à leurs besoins.
- Des travaux sont en cours pour la réalisation des huit autres mesures, soit :
 - 1.2.4 - Développer une offre de formation pertinente et adaptée aux besoins des organismes communautaires;
 - 2.1.4 - Élaborer des outils de formation sur l’action communautaire à l’intention des partenaires locaux, régionaux et nationaux;
 - 2.2.1 - Développer un programme d’accompagnement d’accès à des locaux et d’amélioration locative pour les organismes communautaires;
 - 3.2.1 - Mettre sur pied la Table nationale des partenaires de l’action communautaire;
 - 3.2.2 - Mettre à jour le cadre de référence en matière d’action communautaire afin de convenir de balises communes concernant notamment la répartition du soutien financier et la reddition de compte;
 - 4.1.1 - Améliorer la connaissance de l’action communautaire au Québec, ses caractéristiques et son impact social et économique;
 - 4.1.2- Permettre une meilleure connaissance de l’action communautaire dans les communautés autochtones du Québec;
 - 4.2.4 - Évaluer le Plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire 2022-2027.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l’action communautaire.

DATE : 27 mars 2026